

L'économie brésilienne s'est en grande partie stabilisée, mais le pays affiche toujours l'un des pires bilans au chapitre de l'iniquité sociale et des disparités économiques. Cette réalité, plus que tout autre facteur, mène fans les faits à l'exclusion de larges couches de la population. Les systèmes publics d'éducation et de santé sont tout à fait inadéquats et empêchent effectivement les pauvres d'échapper à leur condition. Les inégalités socio-économiques du Brésil alimentent aussi la violence, qui continue de sévir contre les groupes les plus vulnérables. Les pauvres des villes et des campagnes, particulièrement les enfants, et la population autochtone, sont les principales victimes. Le manque de formation des forces policières et les inefficacités dans l'administration de la justice aggravent les problèmes de la violence et de l'impunité. Les affrontements avec les autorités peuvent se terminer de façon tragique, comme cela fut le cas en avril 1996 dans l'État de Pará lors d'un affrontement entre des policiers militaires et des pauvres sans terre, qui a fait 19 morts. Dans ce cas, le gouvernement brésilien a réagi avec une rapidité sans précédent et annoncé un train de mesures destinées à accélérer le processus de réforme agraire et à empêcher la répétition de tels conflits.

On reproche régulièrement au système de justice de manquer de transparence et de réserver un accueil préférentiel aux classes privilégiées de la société. Les pauvres n'ont pas facilement accès aux services juridiques. Les perceptions négatives des autorités sont alimentées par des rapports de torture et de mauvais traitement des prisonniers. Peu d'auteurs de crimes liés aux droits de la personne sont traduits en justice et encore moins sont condamnés. Toutefois, des mesures sont prises pour mettre fin à l'impunité de la police. Dans l'affaire très médiatisée du meurtre de huit enfants de la rue à Rio de Janeiro en 1993 par des agents de police qui n'étaient pas en service, deux des accusés ont été trouvés coupables et condamnés mais trois autres ont été acquittés faute de preuves. Des violations flagrantes des droits de la personne comme l'asservissement et le travail enfantin sont des problèmes constants. À court terme, les perspectives d'amélioration sont restreintes compte tenu du fait que les causes de ces problèmes sont très profondément enracinées. À long terme, l'amélioration de la situation dépend de progrès constants du programme de réforme du gouvernement brésilien.

POSITION DU CANADA

Il a été possible d'établir un meilleur dialogue sur ces questions avec le gouvernement Cardoso parce que celui-ci est conscient de l'importance des droits de la personne et qu'il est résolu à mieux appliquer les lois pertinentes. Durant l'année qui s'est écoulée, des représentants de l'ambassade ont accru leurs efforts pour promouvoir les valeurs universelles et faire connaître la politique du Canada en matière de droits de la personne. Ils ont considérablement élargi le dialogue afin d'y inclure un éventail plus complet d'interlocuteurs, gouvernementaux et non gouvernementaux. Le Canada coordonne aussi avec le Brésil une importante initiative multilatérale des droits de la personne dans le cadre du suivi du Sommet des Amériques tenu à Miami. De la sorte, les deux pays continuent de collaborer dans un contexte positif au niveau régional. En outre, le programme canadien d'aide au développement privilégie beaucoup les projets qui renforcent les structures démocratiques. Ces projets favorisent les contacts entre des institutions canadiennes et brésiennes et aident à financer des initiatives communautaires qui visent à améliorer la situation des droits de la personne et à permettre à des groupes désavantagés de prendre le contrôle de leur vie. On retrouve, par exemple, des projets qui font la promotion de candidates aux élections municipales, qui favorisent un meilleur accès au système de